

Prestation d'accueil d'hôte(sses) pour l'École normale supérieure - PSL

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)











Consultation n°2025-012

N° SIFAC : 2025SBC0000012





1	DÉFINITIONS	5
2	OBJET DU CONTRAT	5
2.1	Description des prestations	5
2.1.1	Identification de l'acheteur et du comptable	5
2.1.2	Objet de la prestation	5
2.1.3	Lieu(x) d'exécution	5
2.1.4	Clause de non-exclusivité	6
2.1.5	Pièces contractuelles	6
2.2	Intervenants	6
2.2.1	Représentants de l'ENS-PSL	6
2.2.2	Représentants du titulaire.....	6
3	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	7
3.1	Nature de la prestation	7
3.2	Décomposition de la prestation et forme du contrat	7
3.3	Présentation des bons de commande.....	7
4	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	8
4.1	Durée du contrat	8
4.2	Reconduction	8
4.3	Délais d'exécution.....	9
4.4	Prestations similaires	9
5	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	9
5.1	Prix du contrat.....	9
5.1.1	Nature des prix.....	9
5.1.2	Contenu des prix	9
5.1.3	Variation des prix.....	10
5.1.4	Clause de butoir.....	11
5.1.5	Clause limitative de sauvegarde	11
5.1.6	TVA.....	11
5.2	Conditions de paiement	11
5.2.1	Avance	11
5.2.2	Présentation des demandes de paiement	11
5.2.3	Périodicité des paiements.....	12
5.2.4	Régime des paiements	12
5.2.5	Autorité compétente pour engager les dépenses	12
5.2.6	Modalités essentielles de financement et de délai de paiement.....	12
6	RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	13
6.1	Conditions de réalisation des prestations	13
6.2	Organisation du travail.....	13
6.2.1	Effectifs	13
6.2.2	Encadrement du personnel	13
6.2.3	Liaisons entre le titulaire et l'École normale supérieure.....	14
6.2.4	Matériels et équipements nécessaires à l'exécution des prestations	14
6.2.5	Mesures d'éviction ou de remplacement du personnel.....	14
6.3	Vérification des prestations - Opérations de vérification du service fait	14
6.4	Développement durable	14
6.5	Autres stipulations	15
6.5.1	Clause de réexamen et modifications du contrat	15
6.5.2	Dématérialisation du suivi.....	16
7	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	16

7.1	Dispositions relatives à la réglementation du travail.....	16
7.2	Assurances.....	16
7.3	Devoir d'information et de conseil	17
7.4	Obligation de reprise du personnel	17
7.5	Obligation de vigilance	18
7.6	Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption	19
7.7	Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.....	19
7.8	Modalités de contrôle et de sanction	20
7.9	Réparation des dommages	20
7.10	Sous-traitance	21
7.11	Obligations de continuité de service	21
7.11.1	Gestion du personnel	21
7.11.2	Niveau d'obligation prévu au contrat.....	22
7.11.3	Grèves et arrêt de travail	22
7.11.4	Visites médicales	22
7.11.5	Formation.....	23
7.11.6	Plan de prévention.....	23
7.12	Obligations liées à la sécurité.....	23
7.12.1	Obligation de confidentialité	23
7.12.2	Protection des données à caractère personnel	23
7.12.3	Propriété des documents.....	24
7.12.4	Mesures de sécurité	24
8	PÉNALITÉS	26
9	RÉSILIATION DU CONTRAT	27
9.1	Conditions de résiliation de l'accord-cadre	27
9.2	Redressement ou liquidation judiciaire	28
10	REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	28
11	DÉROGATIONS	29

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Prestation d'accueil d'hôte(sses) pour l'École normale supérieure - PSL
	Acheteur	Ecole normale supérieure - PSL
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande de services Sans montant minimum annuel et avec maximum annuel Mono-attributaire
	Structure	Lot unique
	Lieu(x) d'exécution	Campus Panthéon : • 45, rue d'Ulm – 75005 Paris • 46, rue d'Ulm – 75005 Paris • 24 rue Lhomond – 75005 Paris
	Durée	Douze (12) mois à compter de la notification du contrat (envisagée au 1 ^{er} avril 2025) Reconductible trois (3) fois par période de douze (12) mois. Sans que la durée de l'accord-cadre n'excède quatre (4) ans.
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	Cf. article 8.1 du présent CCAP
	Variation des prix	Révisables (Cf. article 5.1.3 du présent CCAP)
	Nature des prix	Prix unitaires

1 DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG - Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2 OBJET DU CONTRAT

2.1 Description des prestations

2.1.1 Identification de l'acheteur et du comptable

OBJET DU CONTRAT :	Prestation d'accueil d'hôte(sses) pour l'École normale supérieure - PSL (2025-012)
ACHETEUR :	Ecole normale supérieure (ENS-PSL)
PERSONNE HABILITÉE :	Monsieur le Directeur de l'ENS-PSL, Monsieur Frédéric WORMS
ADRESSE :	45 rue d'Ulm, 75230 Paris cedex 05
TYPE DE CONTRAT :	Accord-cadre à bons de commande sans minimum annuel et avec maximum annuel mono-attributaire de services passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique)
COMPTABLE :	Monsieur l'Agent comptable de l'ENS-PSL, Monsieur Stéphane POULAIN

2.1.2 Objet de la prestation

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Prestation d'accueil d'hôte(sses) pour l'École normale supérieure - PSL**

Les informations sur le contenu des prestations attendues sont indiquées dans le cahier de clauses techniques particulières.

2.1.3 Lieu(x) d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est le **Campus Panthéon**.

Les points d'ouvertures des loges sont indiqués dans le CCTP.

Le titulaire devra assurer la prestation aux mêmes prix fixés au bordereau des prix unitaires en cas d'ajout ou de retrait de site. Un ordre de service et/ou éventuellement un avenant viendra régulariser cette situation.

2.1.4 Clause de non-exclusivité

Pendant la durée de l'accord-cadre, sans que le titulaire puisse se prévaloir d'un quelconque préjudice, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à un tiers :

- Pour des besoins occasionnels de faible montant : cette possibilité sera limitée à 5% du montant maximum annuel ;
- Ou lorsque le titulaire ne peut pas assurer les prestations décrites dans le présent accord-cadre.

2.1.5 Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

() Documents non-joints dont le titulaire est réputé avoir pris connaissance.*

- l'acte d'engagement, ses annexes et ses mises au point éventuelles ;
- le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;
- le présent CCAP et ses annexes éventuelles :
 - le tableau relatif aux données concernant la reprise du personnel
- le CCTP et ses annexes éventuelles ;
- (*) le CCAG - Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- (*) L'ensemble des normes en vigueur qui s'appliquent au présent accord-cadre ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- les bons de commande établis par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ;
- le dossier questions/réponses établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par l'Acheteur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques ;
- l'offre technique du titulaire.

Toute information contraire aux pièces particulières et générales citées qui seraient contenues dans les clauses générales de ventes du titulaire est réputée nulle et non avenue.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent accord-cadre, elles sont réputées connues des parties en présence, la signature de l'acte d'engagement du présent accord-cadre entraîne leur acceptation.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG - Fournitures courantes et services, **la notification du présent accord-cadre comprend une copie de l'acte d'engagement et de ses annexes.**

Le titulaire doit se tenir à jour de l'évolution des normes et règlements.

2.2 Intervenants

2.2.1 Représentants de l'ENS-PSL

Le service en charge du suivi de l'accord-cadre et du contrôle de la bonne exécution des prestations est le service Logistique et Techniques de l'ENS-PSL. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Par ailleurs, l'ENS-PSL s'engage à :

- fournir au titulaire tous les éléments en sa possession et nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- donner au titulaire tous les renseignements nécessaires en vue de la bonne exécution de l'accord-cadre ;
- faciliter en tant que de besoin l'obtention auprès des autres administrations et organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire peut avoir besoin ;
- assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

2.2.2 Représentants du titulaire

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs

personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du contrat.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3 STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

3.1 Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

3.2 Décomposition de la prestation et forme du contrat

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **à bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Montant maximum annuel
250 000 € HT

Le montant maximum est identique pour chaque période de reconduction.

3.3 Présentation des bons de commande

Conformément à l'article R. 2162-13 du code de la commande publique, les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité et les délais d'exécution, le cas échéant.

L'émission des bons de commande s'effectue sur la base des prix figurant au bordereau des prix.

Les bons de commande couvriront :

- des besoins récurrents (demande par email de la part du service logistique et technique) ;
- des besoins ponctuels.

Pour les besoins ponctuels :

Avant de passer commande, les services de l'Ecole peuvent faire une demande auprès du titulaire.

A réception de la demande, le titulaire dispose d'un **délai maximum de 48 heures pour présenter sa réponse**.

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures courantes et services, la proposition doit être transmise par le titulaire par voie électronique sauf si l'ENS-PSL accepte un autre mode de transmission.

Par ailleurs, il sera possible d'émettre des bons de commande et/ou sous forme de mails de commande pendant toute la durée du marché pour des besoins ponctuels hors période (dimanches et jours fériés) et horaires d'ouvertures sur la base des coûts unitaires du BPU. Les bons de commande ou mails notifiés pendant la période de validité du marché seront exécutés jusqu'à leur terme.

Pour les besoins urgents :

Avant de passer commande, les services de l'Ecole peuvent faire une demande auprès du titulaire.

A réception de la demande, le titulaire dispose d'un **délai maximum de 4 heures pour présenter sa réponse**.

Le non-respect du délai de réponse de la part du titulaire entraînera l'application d'une pénalité de retard.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'un devis n'est pas constitutif de bon de commande. Seuls les bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur seront à exécuter.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire.
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais d'exécution des prestations (date de début et de fin) ;
- Les lieux d'exécution des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant au titulaire pour formuler leurs observations.

Chaque bon de commande sera établi sur la base des prix établis dans le BPU et fera l'objet d'un paiement correspondant aux prestations réellement exécutées.

Les bons de commande notifiés pendant la période de validité de l'accord-cadre seront exécutés jusqu'à leur terme. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

4 DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

4.1 Durée du contrat

Conformément à l'article R.2182-4 du Code de la commande publique, les dispositions du présent accord-cadre prennent effet à compter de sa date de notification, **au plus tôt le 01 avril 2025**.

La durée de l'accord-cadre est fixée à un an pour la période initiale.

En cas de notification postérieure à cette date, le début d'exécution des prestations sera fixé à compter de la date de notification de l'accord-cadre pour une durée initiale d'un an.

L'exécution effective des prestations sur le site ne commence **qu'à compter du 1^{er} avril 2025** (par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures courantes et services) ou la date de notification de l'accord-cadre si celle-ci est postérieure.

La durée de l'accord-cadre au sens de l'article R.2162-5 du code de la commande publique ne commence à courir qu'à compter de début d'exécution des prestations pour une durée initiale d'un an.

La notification de l'accord-cadre devrait intervenir avant la date effective de début d'exécution des prestations (ou date de début de validité de l'accord-cadre) de manière à préparer le déploiement de l'accord-cadre.

Entre la notification de l'accord-cadre et la date de début d'exécution des prestations, le titulaire procède à la mise en place des prestations, notamment, à la reprise du personnel avec le titulaire sortant.

4.2 Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4.3 Délais d'exécution

Les délais particuliers d'exécution sont définis dans les pièces contractuelles. Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour exécuter les prestations conformément au Cahier des Clauses Techniques Particulières, y compris pendant ses propres périodes de congés.

Le délai d'exécution des prestations est fixé par chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai d'exécution des bons de commande démarre à compter de la date de notification du bon de commande, ou de la date indiquée sur le bon de commande, et se termine à la fin de la période contractuelle, ou à la date indiquée sur le bon de commande.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG - Fournitures courantes et services.

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG - Fournitures courantes et services.

4.4 Prestations similaires

L'acheteur peut passer avec le titulaire des accords-cadres sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

5 PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1 Prix du contrat

5.1.1 Nature des prix

Les prix du contrat sont **unitaires**. Les prix sont indiqués dans le Bordereau des prix unitaires (BPU).

Le titulaire devra assurer la prestation aux mêmes prix fixés au bordereau des prix unitaires en cas d'ajout ou de retrait de site. Un ordre de service et/ou éventuellement un avenant viendra régulariser cette situation.

5.1.2 Contenu des prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG susvisé, les prix sont réputés couvrir ou inclure la totalité des prestations qui font l'objet de l'accord-cadre. Ils sont établis en tenant compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations.

Ils comprennent :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, les frais de déplacement des personnels du titulaire jusqu'au site d'exécution des prestations, les frais de location et d'entretien des tenues des personnels du titulaire mis à disposition, les assurances, la participation à la réunion préparatoire et la formation continue des personnels du titulaire ;
- le contrôle qualité et son suivi ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- l'ensemble des charges fiscales, parafiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations.

Le prix est réputé établi sur la base de la connaissance acquise du titulaire, préalablement à la remise de son offre, des contraintes du site. Celui-ci reconnaissant avoir notamment apprécié toute difficulté

inhérente aux sites, vérifié les indications portées dans les documents du dossier de consultation, voir demandé tous renseignements complémentaires nécessaires.

5.1.3 Variation des prix

La demande de révision doit être effectuée au plus-tard un (1) mois avant la date effective d'application des prix.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire.

Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

Le titulaire devra envoyer sa demande au service de la commande publique à l'adresse suivante :

**Ecole normale supérieure –PSL
Direction générale des services
Service de la commande publique
45 rue d'Ulm
75230 Paris cedex 05 cedex**

Si les conditions énoncées précédemment ne sont pas respectées par le titulaire, les prix applicables lors de la période précédente sont reconduits sans être révisés.

Si les conditions sont respectées et acceptées par l'ENS-PSL, le titulaire devra renvoyer le(s) BPU à jour des prix révisés en version Excel et PDF signé(s) au service de la commande publique.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres indiqué en page de garde de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix de l'accord-cadre sont fermes la première année d'exécution de l'accord-cadre. Ils sont ensuite **révisables, à la demande du titulaire, à chaque date de reconduction de l'accord-cadre**, à la hausse comme à la baisse par application de la formule de variation :

$$P = Po (0,125 + 0,875 \times \frac{Im}{Io})$$

P = prix révisé

Po = prix initial

Io = valeur de l'index au mois Mo

Im = valeur de l'index pour le mois de référence (dernière valeur publiée de ce même indice à la date de la révision).

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales (au millième supérieur).

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

L'index utilisé est le suivant :

Code index	Libellé de l'index
010761999	Indice du coût du travail - Coût horaire - Ensemble des secteurs (NAF rév. 2 sections B à N) - Base 100 en 2020 https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010761999

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'index pour le mois requis, **sur demande du titulaire.**

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire.

Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur.

Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

Si, à l'initiative de l'INSEE, et en cours de marché les indices subissent une modification, la formule de révision des prix est elle-même modifiée par l'application du coefficient multiplicateur proposé par l'INSEE.

5.1.4 Clause de butoir

L'évolution du prix ne saurait en aucun cas conduire à **une augmentation annuelle supérieure à 3 % du prix proposé à la date de remise des offres.**

5.1.5 Clause limitative de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre si l'augmentation moyenne des prix des postes à chaque révision, après application des remises est supérieure à 5 % par rapport aux prix de la précédente période.

Dans le cas d'une résiliation anticipée pour dépassement de la clause de sauvegarde, un préavis de 3 mois sera respecté aux anciennes conditions de prix. Les commandes durant cette période ne pourront dépasser la moyenne des commandes sur une période comparable.

5.1.6 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2 Conditions de paiement

Seules les prestations effectivement exécutées de façon satisfaisante et les heures réellement effectuées par le personnel donnent droit à paiement aux conditions de prix fixées dans le bordereau de prix unitaire ; les pénalités prévues au présent C.C.A.P., calculées à l'initiative du service logistique et technique, feront l'objet d'un titre de recette en réclamation à part de la facture.

5.2.1 Avance

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

5.2.2 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET (197 534 597 00012) ;
- le numéro du contrat ;
- le numéro du bon de commande/engagement juridique,
- les dates de réalisation des prestations ;

- le lieu d'exécution,
- le service demandeur/prescripteur,
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- le montant toute taxe comprise,
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Dans tous les cas, le paiement ne pourra intervenir qu'après l'admission des prestations dans les conditions prévues au présent CCAP.

NOTA : Le règlement des pénalités se fera par l'émission d'un titre de recette réalisé par le service financier et comptable de l'École normale supérieure.

5.2.3 Périodicité des paiements

Une facture doit être établie mensuellement par le titulaire faisant état des prestations d'exécution. En cas de bon commandement ponctuel, une facture doit être établie.

Aucune demande de paiement ne peut être transmise avant la décision d'admission des prestations objet du paiement.

5.2.4 Régime des paiements

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

5.2.5 Autorité compétente pour engager les dépenses

Monsieur l'Agent comptable de l'Ecole normale supérieure - PSL
45 rue d'Ulm
75230 Paris cedex 05

5.2.6 Modalités essentielles de financement et de délai de paiement

Les prestations seront financées par l'ENS-PSL.

Les sommes dues seront réglées par virement bancaire. L'unité monétaire de paiement est l'euro.

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

5.2.6.1 Paiement des membres du groupement

En application de l'article 12.1.1 du CCAG, en cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du

groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

5.2.6.2 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

6 RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1 Conditions de réalisation des prestations

Les prestations assurées au titre de l'accord-cadre sont définies dans le CCTP.

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord-cadre).

Le titulaire est soumis au minimum à la réglementation en vigueur rappelée dans cet accord-cadre et devra appliquer toutes les nouvelles règles qui pourraient se faire à ce jour pendant toute la durée de l'accord-cadre, période(s) de reconduction(s) comprise(s).

Dans le cas contraire, il sera tenu responsable lors de la survenance de quelque incident que ce soit.

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir compter de la date de notification du bon.

En vue de l'exécution de l'accord-cadre, des matériels, objets et approvisionnements seront remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit.

Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du C.C.A.G.-F.C.S.

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

6.2 Organisation du travail

6.2.1 Effectifs

Les effectifs, le nombre d'heures, dont doivent disposer les agents d'accueil seront indiqués sur le bon de commande et le type de matériel dans le C.C.T.P.

En cours de contrat, le nombre d'hôte(sses), l'horaire d'accueil, ainsi que les moyens matériels pourront être modifiés de façon permanente, en plus ou en moins, sur proposition du service de la logistique, acceptée par le titulaire s'ils ne sont pas prévus à l'accord-cadre.

Dans ce cas, un avenant à l'accord-cadre sera établi sur la base des prix unitaires indiqués dans l'accord-cadre initial. Cet avenant précisera notamment la date d'effet et le coût de la modification apportée.

6.2.2 Encadrement du personnel

Le titulaire affecte obligatoirement à l'exécution du présent accord-cadre un agent responsable de l'encadrement du personnel affecté sur les différents sites en matière de discipline, de modalités d'exécution des prestations et d'une manière générale de l'application des clauses de l'accord-cadre.

Cet agent devra se rendre aux convocations en cas d'insuffisance de l'encadrement ou de consignes particulières à transmettre au personnel présent.

En cas d'incident, il devra se rendre sur le site ou dépêcher un représentant dans l'heure suivant la demande de l'ENS.

Le titulaire devra disposer d'une implantation lui permettant de répondre à cette obligation de rapidité d'intervention.

6.2.3 Liaisons entre le titulaire et l'École normale supérieure

Le titulaire communiquera :

- un numéro de téléphone afin que la personne publique puisse le joindre en permanence,
- le nom et les coordonnées de l'agent responsable de l'encadrement du personnel,
- le nom et les coordonnées des contrôleurs chargés de l'encadrement du personnel et de l'exécution des prestations.

6.2.4 Matériels et équipements nécessaires à l'exécution des prestations

Les prix des prestations indiqués à l'acte d'engagement incluent la fourniture des équipements mis à la charge du titulaire selon les indications du C.C.T.P et l'offre du titulaire.

Le cas échéant, la valeur des matériels détériorés, détruits ou soustraits pendant l'exécution des prestations, appartenant à l'ENS ou à des tiers, pourra être déduit de plein droit des sommes dues au titulaire ou réclamées.

6.2.5 Mesures d'éviction ou de remplacement du personnel

Ces mesures s'appliquent aux salariés du titulaire et à ceux de ses éventuels sous-traitants et n'ouvrent pas droit à indemnités.

Le titulaire déclare faire son affaire des litiges avec ses salariés ou sous-traitants qui surviendraient à la suite d'une décision de remplacement ou d'éviction.

6.3 Vérification des prestations - Opérations de vérification du service fait

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG - Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications à l'issue de la période de prestation de service. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité réalisée et l'attestation de service fait, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

6.4 Développement durable

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le cas échéant, en cours d'exécution sur simple demande de l'ENS-PSL.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'ENS-PSL, afin de se conformer aux règles nouvelles,

donnent lieu à la signature d'un document de modification par les parties à l'accord-cadre.

6.5 Autres stipulations

6.5.1 Clause de réexamen et modifications du contrat

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

En cas de modifications énumérées ci-après aux 1. et 2., le titulaire sera avisé par ordre de service avec respect d'un délai de préavis de quinze jours.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

1. En cas d'évolutions des conditions d'exécution des prestations, des modifications de l'accord-cadre pourront être apportées, notamment :
 - En cas de modification réglementaire, et/ou ;
 - En cas de contradiction dans les documents de l'accord-cadre, et/ou ;
 - En cas de prestation supplémentaire nécessaire et non prévue par l'accord-cadre initial (sur présentation d'un devis par le titulaire qui sera étudié par l'ENS-PSL), et/ou ;
 - En cas de modification de références du BPU, et/ou ;
 - En cas d'ajout ou de suppression de lignes du BPU, et/ou ;
 - En cas de révision exceptionnelle des prix, et/ou ;
 - En cas de nécessité de prolongation de la durée du marché
2. En cas de circonstances que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG - Fournitures courantes et services.
3. En cas d'évolution du périmètre d'exécution de l'accord-cadre des modifications de l'accord-cadre pourront être apportées.
4. En cas de changement de personnalité morale et avant tout transfert, le Titulaire doit avertir le pouvoir adjudicateur, par tous moyens.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Le Titulaire adresse au service de la commande publique, dans les plus brefs délais, les pièces justificatives associées à ce changement, ainsi que le jugement du tribunal ou une attestation de parution de l'avis dans un journal d'annonces légales.

5. En cas de changement de dénomination sociale du Titulaire.

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Le changement de dénomination sociale du Titulaire sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Le changement de statut juridique ;
- Le changement de références bancaires (RIB) ;
- Le changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par l'ENS-PSL.

Le Titulaire adresse au service de la commande publique, dans les plus brefs délais, une lettre explicative mentionnant ce changement, ainsi que les justificatifs associés.

6. Lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées par des circonstances imprévues, les parties conviennent de se rencontrer aux fins de réexamen :

- des conditions financières du présent accord-cadre, et/ou
- des conditions d'exécution de l'accord-cadre, et/ou
- de la durée de l'accord-cadre,
- et des mesures à prendre pour atténuer les effets de cette situation, incluant des modifications des modes opératoires ou des arrêts de prestations,
- en cas de crise exceptionnelle.

Ces modifications de l'accord-cadre pourront venir du Pouvoir Adjudicateur ou du Titulaire (sur demande justifiée). Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant qui précisera notamment les nouvelles prestations et modalités financières du présent accord-cadre.

6.5.2 Dématérialisation du suivi

L'acheteur peut notifier au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de délivrance du document.

7 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1 Dispositions relatives à la réglementation du travail

Le titulaire doit fournir au Service de la commande publique, tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution, les documents prévus aux articles : D 8222 5 du code du travail pour les titulaires établis en France, D 8222 7 et D 8222 8 du code du travail pour les titulaires établis à l'étranger, le cas échéant.

En cas de non-production de ces pièces, l'ENS-PSL pourra, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

7.2 Assurances

S'il ne l'a pas produit lors du dépôt de son offre, conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG - Fournitures courantes et services, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est

titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La police d'assurance doit couvrir :

- Le recours de tiers contre l'ENS-PSL ;
- Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution ou de la non-exécution des prestations (à l'égard de tiers, de l'ENS-PSL et de tout organisme auprès duquel le titulaire est appelé à intervenir dans le cadre de l'accord-cadre).
- La prise en charge d'un organigramme complet de clés et moyens d'accès en cas de perte de celles-ci.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, celui-ci est réputé la prendre intégralement à sa charge.

L'attestation d'assurance devra être produite, annuellement, à chaque reconduction de l'accord-cadre.

Toute modification de la police d'assurance devra être signalée par écrit au service logistique et technique.

7.3 Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

7.4 Obligation de reprise du personnel

A la prise d'effet du présent contrat (date de début d'exécution des prestations)

Le titulaire doit assurer la continuité des contrats de travail des personnels du titulaire sortant et affectés à l'exécution de l'accord-cadre dans les conditions prévues par ces textes au moment du transfert de l'activité.

Les éléments salariaux concernant les agents du titulaire sortant figurent en annexe du présent CCAP.

L'ENS-PSL n'étant pas à l'origine de la communication de ces données, les caractères incomplets ou erronés de ces données ne sauraient engager sa responsabilité.

Le titulaire peut proposer aux personnels du titulaire sortant, qui ne rempliraient pas les conditions prévues par la réglementation au moment du transfert de l'activité, de rejoindre ses équipes.

En phase de sortie du présent contrat

Au cours de la dernière période contractuelle, le titulaire communique à l'ENS-PSL, sur sa demande et dans le délai qui lui sera indiqué, tous les éléments nécessaires à la reprise du personnel.

Les informations demandées au titre de la masse salariale sont déterminées par le service Logistique et Technique de l'ENS-PSL et sont communiquées au titulaire.

Ces informations seront, notamment, sauf précisions contraires :

- Date d'ancienneté
- Type de poste occupé
- Coefficient
- Site d'affectation
- Niveau
- Eléments soumis à cotisation [heure travaillée - % d'ancienneté – montant prime d'ancienneté – autres primes]
- Eléments non soumis à cotisation [panier-- - transport – Frais entretien/heure travaillée]

Ces informations seront susceptibles d'être communiquées aux tiers dans le cadre de la procédure de renouvellement de l'accord-cadre.

L'absence de communication ou la communication tardive de ces informations peut entraîner l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

7.5 Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

7.6 Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

7.7 Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

Le titulaire du contrat est en charge de l'exécution d'un service public. Il s'engage, conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, à respecter les principes d'égalité, de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions.

Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

L'acheteur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire du contrat veille à ce que toute personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public, notamment ses sous-traitants, s'assure du respect de l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité par ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction.

Il s'assure à cet effet que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession comportent les clauses nécessaires au respect de ces obligations.

Ces contrats sont communiqués par le titulaire à l'acheteur lors des demandes d'acceptation d'un sous-traitant ayant pour objet l'exécution de tout ou partie du service public.

7.8 Modalités de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

L'acheteur informe le titulaire, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité signalé par les usagers ou par toutes autres personnes.

L'acheteur est informé, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté par le titulaire ainsi que des mesures qui ont été prises pour y remédier ou qu'il entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Les mesures préventives et correctives destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité font l'objet d'un suivi par le titulaire en lien avec les services de l'acheteur en charge de l'exécution du contrat.

Ce suivi est présenté lors des réunions de suivi organisées entre l'acheteur et le titulaire et prend notamment la forme :

- de comptes rendus du titulaire suite à ses actions correctives visant à remédier à un manquement aux principes de laïcité et de neutralité ;
- de rapports établis par le titulaire et transmis à l'acheteur (avec notamment les indicateurs permettant de mesurer le degré de prise en compte des problématiques liées à la laïcité dans l'exécution du service public : actions préventives menées, nombre de manquements signalés, actions correctives à court terme, à long terme, bilan de ces actions, etc.) ;
- d'inspections ponctuelles sur pièces et sur place à l'initiative de l'acheteur.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

En cas de méconnaissance au cours de l'exécution du contrat des obligations de respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité, l'acheteur prononce à l'issue d'une procédure contradictoire les pénalités définies à l'article 8 du présent CCAP.

En cas de manquements répétés ou d'un manquement d'une particulière gravité, l'acheteur prononce la résiliation du contrat pour faute du titulaire, selon les modalités définies à l'article 9 du présent CCAP.

La résiliation est prononcée aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du CCAG - Fournitures courantes et services.

Ces sanctions contractuelles sont sans préjudice des sanctions pénales qui seraient prononcées suite à une plainte émanant d'un usager ou d'un tiers et visant la société titulaire ou l'un de ses préposés en lien avec des faits de discrimination tels que définis par les articles 225-1 et suivants du code pénal.

7.9 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire ou par son sous-traitant du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations du présent accord-cadre.

En conséquence, le titulaire demeure seul responsable de tous dommages, dégâts, accidents, incendie ou autres causés de son fait, par négligence, manquements à ses obligations professionnelles ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Le titulaire est ainsi seul responsable des dommages causés directement à :

- son personnel ou à des tiers, y compris le personnel de l'ENS-PSL,
- ses biens,
- aux biens appartenant à l'ENS-PSL ou à des tiers,
- aux biens mis à sa disposition pour l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire demeure seul responsable sans recours possible auprès de la personne publique pour des vols :

- commis par son personnel ;
- commis avec la complicité de son personnel.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

7.10 Sous-traitance

La sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.11 Obligations de continuité de service

Le titulaire s'engage, pendant la durée de l'accord-cadre, à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires pour assurer régulièrement la continuité du service.

En cas de situations exceptionnelles entraînant l'impossibilité pour le titulaire d'exécuter une partie des prestations, telles que définies dans les pièces de l'accord-cadre et en tout état de cause, le titulaire informe l'ENS-PSL sans délai de la situation.

En cas d'impossibilité pour ce dernier d'exécuter intégralement les prestations dues au titre de l'accord-cadre, l'ENS-PSL peut y pourvoir par tous les moyens qu'elle juge utiles aux frais et risques du titulaire.

Les mesures qui sont prises dans ce cas sont limitées à la durée des situations exceptionnelles.

Les sommes dues à ce titre sont recouvrées par l'ENS-PSL par tous moyens de droit, sauf lorsque leur montant peut être retenu sur les factures restant dues.

7.11.1 Gestion du personnel

Le titulaire conserve toute autorité hiérarchique et fonctionnelle sur le personnel qu'il affecte à la réalisation des prestations. Il se porte garant des conditions d'emploi de ses personnels au regard du code du travail et de la réglementation en vigueur.

Il est expressément entendu notamment, que tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire durant la période des prestations est entièrement pris en charge par le titulaire. En cas d'accident du travail survenant sur place, l'agent en informe le titulaire, lequel en sa qualité d'employeur, est

juridiquement chargé des déclarations.

7.11.2 Niveau d'obligation prévu au contrat

Le titulaire est soumis à une obligation de moyens. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux décrits dans son offre, pour réaliser les prestations prévues au contrat ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

7.11.3 Grèves et arrêt de travail

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent à tous les égards et en toutes circonstances, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, etc.).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée des prestations est entièrement pris en charge par celui-ci.

Le titulaire doit remplacer son personnel en cas d'indisponibilité de celui-ci à niveau de compétence égale, sauf en cas de force majeure ou situation assimilée. Ce remplacement est soumis à la validation préalable du Pouvoir Adjudicateur avant tout commencement d'exécution.

Au regard des impératifs de sécurité, de sûreté et de continuité du service public qui incombent à l'Ecole normale supérieure, le titulaire doit aviser le service Logistique et Technique de tout risque de mouvement social de son personnel ou de ses sous-traitants et des mesures prises en conséquence.

A compter de la réception par l'ENS-PSL de l'avertissement d'une menace de grève du personnel du titulaire intervenant sur le(s) site(s), le titulaire communique dans les meilleurs délais à l'ENS-PSL le dispositif en termes d'effectifs permettant d'assurer au minimum la sécurité des personnes et des biens, en fonction des conditions d'exploitation du moment.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire doit en informer immédiatement le représentant de la personne publique. Il en est de même à la reprise du travail.

En cas de déclenchement de grève de ses personnels, le titulaire diligente sur le site ses représentants.

Les prestations non-exécutées pour motif de grève des personnels du titulaire ne sont pas facturées à l'ENS-PSL.

Le titulaire est tenu d'informer l'ENS-PSL, par tous les moyens de la fin du conflit collectif et s'engage à mettre tout en œuvre afin de revenir à une exécution conforme de la prestation dans les meilleurs délais.

La non-application d'une seule des obligations définies dans ce paragraphe, constitue un manquement justifiant la résiliation du présent accord-cadre aux torts du titulaire.

En cas d'impossibilité pour le titulaire de l'accord-cadre d'exécuter les prestations dues au titre du service minimum, le pouvoir adjudicateur y pourvoira par tous moyens qu'il jugera utile.

Dans ce cas, ce service sera déduit de la facture mensuelle du forfait au titre de la réfaction due aux postes non tenus.

Les mesures qui seront prises dans ces cas seront limitées à la durée de la grève ou du mouvement social.

7.11.4 Visites médicales

Le titulaire devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction ou au plus tard avant la fin de sa période d'essai. Il soumettra d'autre part son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Dans tous les cas, l'appréciation de l'aptitude médicale des salariés de l'entreprise extérieure incombe aux médecins du travail de cette entreprise.

La date des visites médicales, les noms et prénoms des agents, les conclusions du médecin quant à l'aptitude à exercer les fonctions, seront transmis au médecin du travail de l'ENS-PSL.

7.11.5 Formation

Le titulaire assurera la formation de son personnel dans le respect des prescriptions du C.C.T.P..

7.11.6 Plan de prévention

Un plan de prévention sera mis en place dans les conditions décrites au C.C.T.P..

7.12 Obligations liées à la sécurité

7.12.1 Obligation de confidentialité

Tous les renseignements, documents et objets qui sont communiqués au Titulaire et à l'ensemble de ses intervenants, équipes et sous-traitants éventuels, dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre sont considérés comme strictement confidentiels.

7.12.2 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie à l'Accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'Accord-cadre.

Les données contenues dans ces supports, dans les documents, les données issues notamment des systèmes d'information, les données à caractère personnel intégrées dans les systèmes d'information sont strictement couvertes par le secret professionnel.

La réalisation des prestations par le Titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données, le Titulaire et ses Sous-traitants s'obligent à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment de garantir qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

L'ENS-PSL, et le Titulaire, assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Le Titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par l'ENS-PSL. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement l'ENS-PSL.

Le cas échéant, le Titulaire collabore avec l'ENS-PSL pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le Titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition de l'ENS-PSL toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par l'ENS-PSL ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'ENS-PSL dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec l'ENS-PSL, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable de l'ENS-PSL et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du Titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord-cadre. Il appartient au Titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur.

Le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'ENS-PSL des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du Titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le Titulaire communique à l'ENS-PSL le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du Titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

L'ENS-PSL se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire et son ou ses sous-traitants expressément agréé(s).

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'Accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par l'ENS-PSL, afin de se conformer aux règles nouvelles, sont notifiées au Titulaire par l'ENS-PSL et sont d'application immédiate. La prise en compte des impacts administratifs et financiers de cette décision donne lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Enfin, le Titulaire s'abstient en toute hypothèse de reproduire, exploiter ou utiliser les données personnelles collectées à l'occasion de ses prestations à ses propres fins ou pour le compte de tiers, et s'engage à modifier ou supprimer, soit à la demande de l'ENS-PSL, soit à la demande d'une personne concernée, et en toute hypothèse à l'achèvement de la finalité poursuivie et au terme de l'exécution de ses prestations, toute données personnelle collectée à l'occasion ou aux fins d'exécution desdites prestations.

7.12.3 Propriété des documents

Les documents et livrables, quel que soit leur format, qui sont réalisés à l'occasion du présent accord-cadre sont propriété exclusive de l'ENS-PSL.

7.12.4 Mesures de sécurité

Il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret du 2 novembre 2011.

Certification et sécurité des personnels

Si la protection des intérêts essentiels de l'ENS-PSL l'exige dans le cadre de sa mission de service public, l'ENS-PSL peut soumettre l'accès à certains lieux où des mesures de sécurité s'appliquent, à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) de l'ENS-PSL pour limiter les risques d'atteinte à l'ordre public et assurer la protection de la sécurité nationale.

Afin de permettre à l'ENS-PSL d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les

informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
 - o carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - o titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;

Par ailleurs, l'ENS-PSL se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité du lieu concerné, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par l'ENS-PSL une fois connue la décision prise par le fonctionnaire de sécurité et de défense (FSD) pour l'ENS-PSL, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par l'ENS-PSL.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Mesures de portée générale

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers l'ENS-PSL.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues aux articles L. 2193-4 à L. 2193-7 du code de la commande publique.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer l'ENS-PSL par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. L'ENS-PSL se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent accord-cadre.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par l'ENS-PSL autorise celui-ci à résilier sans indemnités l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire.

Les personnels du Titulaire, ainsi que les sous-traitants éventuels, participant aux prestations du présent accord-cadre doivent se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution de l'accord-cadre, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'Etablissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation de l'ENS-PSL, de tout élément connu dans le cadre du présent accord-cadre, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent accord-cadre.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent accord-cadre pourra entraîner la résiliation sans indemnité de l'accord-cadre à ses torts.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée à un tiers au contrat sans le consentement exprès, écrit et préalable de l'ENS-PSL, à moins d'une injonction d'une autorité judiciaire française. Dans cette hypothèse, le Titulaire en informe sans délai l'ENS-PSL avant toute communication, à moins que

l'injonction judiciaire ne le lui interdisse expressément. Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration de l'accord-cadre.

8 PÉNALITÉS

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG - Fournitures courantes et services.

Le montant total de l'ensemble des pénalités cumulées n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures courantes et services, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1 000€ HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Le constat des dysfonctionnements et de toute autre situation entraînant l'application des pénalités peut être effectué par tout agent ou usager de l'ENS-PSL. Le Service Logistique et Technique de l'ENS-PSL en est informé et instruit la démarche de mise en œuvre des pénalités.

Dans le calcul des pénalités, toute heure ou toute journée commencée est considérée comme entière et le délai expire à la fin du dernier jour de la date prévue.

Les pénalités ne s'appliquent ni en cas de force majeure, ni en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par l'acheteur.

L'application de pénalités ne nécessite aucune mise en demeure de la part de l'acheteur. Elle se fait à la discrétion de l'acheteur au regard des éventuelles justifications présentées par le titulaire.

Les pénalités sont exigibles dès la constatation du manquement du titulaire à ses obligations contractuelles.

Si, sur la durée totale de l'accord-cadre, des pénalités ont été appliquées au moins 3 fois, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'émettre des titres de recette pendant l'exécution du contrat afin de procéder au recouvrement des pénalités éventuelles.

L'absence d'un agent du titulaire entraîne l'application d'une pénalité de 500 € TTC par infraction constatée.

Les retards ou départs anticipés des agents du titulaire sont cumulés. A partir de 1 H de cumulé mensuel, une pénalité de 100 € TTC est appliquée ainsi qu'une pénalité supplémentaire de 100€ TTC pour chaque heure entamée.

L'absence du représentant du titulaire à la réunion mensuelle prévue au C.C.T.P. donne lieu à l'application d'une pénalité de 100 € TTC.

Le non remplacement immédiat d'un agent ne donnant pas satisfaction donne lieu à l'application d'une pénalité de 150 € TTC par jour de non remplacement.

L'utilisation non autorisée d'un équipement ou matériel donne lieu à l'application d'une pénalité de 150 € TTC par cas constaté.

La transmission à l'extérieur d'informations concernant l'ENS donne lieu à l'application d'une pénalité de 100 €.

Le mauvais comportement des agents sur le site ainsi que l'introduction d'un tiers non autorisé donne lieu à l'application d'une pénalité de 1000 € TTC par cas constaté.

Faute lourde, vol, agression, état d'ivresse, entrée de personnel non habilité donne lieu à l'application d'une pénalité de 1500€ TTC par cas constaté.

Les manquements divers aux obligations contractuelles donnent lieu à l'application d'une pénalité de 100 € TTC.

Le non-respect du délai maximum de 10 jours ouvrés suivant la demande de l'ENS pour la transmission des éléments relatifs à la reprise du personnel donne lieu à l'application d'une pénalité de 150 euros TTC par jour de retard.

Le non-port d'un badge nominatif par un agent du titulaire donne lieu l'application d'une pénalité de 25 euros TTC par constat.

Une pénalité de 50 € TTC par jour de retard au-delà des 15 jours impartis par le service logistique après avoir fait la demande auprès de la société pour fournir le fichier de reprise d'activité à compter de la réception de cette demande par la société.

L'absence de mention du contrôleur sur la main courante donne lieu l'application d'une pénalité de 50 euros TTC par manquement constaté.

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

En cas de méconnaissance au cours de l'exécution du contrat des obligations de respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité, l'acheteur prononce, à l'issue d'une procédure contradictoire :

- Une pénalité forfaitaire d'un montant de 150 euros à l'encontre du titulaire en cas de manquement établi de tout personnel placé sous son autorité, ainsi que de tout personnel placé sous l'autorité de l'un de ses sous-traitants, aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, et notamment à l'interdiction de manifester ses opinions politiques ou religieuses, à l'obligation de traiter de façon égale toutes les personnes, et au respect de la liberté de conscience et de la dignité de toutes les personnes. Cette pénalité s'applique par manquement constaté ;
- Une pénalité forfaitaire d'un montant de 150 euros à l'encontre du titulaire en cas de manquement aux obligations contractuelles (défaut de mise en œuvre des actions préventives, absence de mise en œuvre d'une procédure de signalement des manquements, etc.). Cette pénalité s'applique par manquement constaté ;
- Une pénalité forfaitaire de 400 euros à l'encontre du titulaire par jour d'absence d'action correctrice à la suite d'un manquement aux principes d'égalité, neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du contrat. Cette pénalité s'applique par jour à compter du constat de la carence du titulaire à mettre en œuvre les actions correctrices prévues au contrat ;

9 RÉSILIATION DU CONTRAT

9.1 Conditions de résiliation de l'accord-cadre

L'accord-cadre pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au Chapitre 7 "Résiliation" du CCAG - Fournitures courantes et services, sous réserve des dispositions ci-dessous.

Par ailleurs, en complément des dispositions du chapitre 7 du CCAG - Fournitures courantes et services, le pouvoir adjudicateur peut, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent CCAP ainsi que tous les documents qui y sont mentionnés, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation de l'accord-cadre après mise en demeure restée infructueuse. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours. Sans réponse satisfaisante du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

L'accord-cadre pourra être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire lorsque le montant des réfections au cours d'un exercice annuel représentera plus de 10 % du montant maximum annuel du titulaire.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Conformément à l'article 45 du CCAG - Fournitures courantes et services, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

9.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

10 REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litiges, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 46 du CCAG - Fournitures courantes et services, le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre.

Dans tous les cas, la survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent accord-cadre. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution de l'accord-cadre, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de contentieux liés à la passation de l'accord-cadre ou à ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre, le Tribunal administratif compétent sera celui dans le ressort duquel le Pouvoir Adjudicateur concerné a son siège :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

11 DÉROGATIONS

L'article 2.1.5 du présent CCAP déroge à l'article 4.2.1 du CCAG - Fournitures courantes et services.

L'article 2.2.2 du présent CCAP déroge à l'article 3.4 du CCAG - Fournitures courantes et services.

L'article 3.3 du présent CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures courantes et services.

L'article 4.1 du présent CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures courantes et services.

L'article 5.1.2 du présent CCAP déroge à l'article 10.1.3 du CCAG - Fournitures courantes et services.

L'article 8.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures courantes et services.